



Mot liminaire du président de l'OLUCOME à l'occasion de la conférence de presse axée sur la question de la gestion du charroi de l'Etat dans le cadre de la campagne « Publier vos programmes de 2010 ».

L'Observatoire de lutte contre la Corruption et les malversations économiques (OLUCOME) vient d'initier une campagne intitulée « **Le charroi de l'Etat est sacré** ». Cette campagne qui se veut une occasion d'interpellation et de réveil des consciences des pouvoirs publics quant à la gestion efficace du charroi de l'Etat, durera dix mois pendant lesquels des activités sur la sensibilisation des pouvoirs publics et d'autres intervenants seront réalisées.

La conférence de presse de ce mercredi 9 décembre 2009 s'inscrit dans ce cadre et coïncide heureusement avec la célébration de la journée internationale contre la corruption célébrée le 9 décembre de chaque année. **Elle sera axée sur la gestion opaque du charroi de l'Etat.** En effet, à l'issue de ses investigations, l'OLUCOME a constaté une pratique devenue presque une habitude d'une certaine gabegie entourant la gestion du charroi de l'Etat et ce, dans presque tous les secteurs de la vie nationale. Depuis juillet 2008, l'OLUCOME a appris avec étonnement que des cadres à la Présidence de la République, de connivence avec les gérants des stations d'essence chargés d'approvisionner ces véhicules en carburant ainsi que des garages chargés de réparer les mêmes véhicules, des détournements de fonds alloués au carburant et des frais de réparation des véhicules, se livrent impunément au détournement des fonds alloués à l'achat et à l'entretien des véhicules.

L'OLUCOME a informé les autorités de la Présidence de la République pour rectifier le tir à temps, mais sa voix semble n'avoir pas été entendue. Lorsque il fut demandé par le même observatoire à la Cour des Comptes de faire sa mission d'audit, ne fût – ce que pour le charroi de l'Etat à la Présidence de la République, cette dernière a opposé une fin de non-recevoir à cette demande et a refusé d'être auditée par la Cour des Comptes.

Un autre cas inquiétant au niveau de la même Présidence de la République est le détournement des fonds alloués au carburant par l'usage parallèle de deux carnets de bons d'essence et mazout par le service qui en a la charge. Du 15 au 30 septembre 2008, l'OLUCOME a constaté que les consommations en carburant se sont multipliées par 2, ce qui a entraîné une consommation de plus de 21.000.000 de Fbu, suite à l'utilisation de 2 carnets de bons.

L'Observatoire de lutte contre la Corruption et les malversations économiques (OLUCOME) a en outre constaté que de 1997 à 2008, le budget destiné à l'achat des véhicules de l'Etat est passé de 400 millions à 9 milliards de nos francs. Cette montée en flèche s'explique en grande partie par cette gestion malsaine du charroi de l'Etat.

Dans d'autres services de l'Etat, la situation n'est guère meilleure. En effet, des détournements relatifs au carburant, à la réparation des véhicules souvent fictifs sont également observés. Ils sont dus à des cas de tricheries massives liées à des surfacturations des prix au bénéfice des responsables de ces véhicules et de leurs complices, responsables des stations. D'autres responsables des véhicules vont jusqu'à inventer des garages fictifs pour justifier des paiements indus. Par ailleurs, ces véhicules qui engouffrent des sommes colossales sont également utilisés à des fins personnelles ou politiques par des responsables qui sont chargés de leur gestion. Ils servent tantôt à les transporter dans des voyages privés à l'intérieur du pays avec leurs familles les week-ends. Ils servent aussi à transporter le matériel de construction de leurs maisons, ils servent également dans la plupart des cas, à déplacer la nourriture pour leur bétail ou à la commercialisation des produits laitiers au moment où d'autres sont utilisés lors des fêtes familiales telles que les mariages. La conséquence est que ces véhicules s'usent vite, entraînant ainsi d'autres dépenses dans leur réparation sans oublier que des frais de mission sont indûment accordés aux chauffeurs qui les transportent dans leurs affaires purement privés. Non contents de ces malversations déjà périlleuses pour le pays, ces responsables n'hésitent pas à s'octroyer eux-mêmes des frais de mission comme s'ils étaient dans une mission officielle.

De même, l'OLUCOME s'indigne des dépenses inutiles engagées dans l'achat des véhicules flambants neufs et dernier cri en faveur des dignitaires de ce pays et sans tenir compte de la misère du peuple qui l'a mandaté. A titre illustratif, des véhicules achetés en 2006 ont été remplacés en 2007. De même, dans un pays miné par une misère sans nom, les deux vice-présidents de la République, ont chacun, à sa disposition, trois nouvelles jeeps. L'OLUCOME estime que cet argent a été gaspillé parce qu'il pouvait être affecté dans des projets susceptibles d'alléger la misère de la population.

L'OLUCOME dénonce en outre le budget très élevé alloué à l'acquisition des véhicules de l'Etat (1. 400. 000.000 Fbu pour cette année), l'entretien du charroi de l'Etat et le carburant de l'ordre de 22.525.573.695Fbu).

Paradoxalement, bien que ce budget soit élevé, l'OLUCOME a constaté qu'il y a un dépassement de l'ordre de 200%. Un seul cas illustratif qui mérite d'être cité est celui de l'université du Burundi où seulement, au cours de l'année 2008, sur un budget estimé à 85 millions destiné au charroi, les consommations ont grimpé jusqu'à atteindre 243.958.041 Fbu, soit un dépassement de l'ordre de 287,01%. Le cas de l'Université du Burundi n'est pas isolé car, des sociétés paraétatiques tels que l'ONATEL, la REGIDESO, l'O.T.B., pour ne citer que celles-là seraient gangrenées par le même fléau.

A la Police Nationale du Burundi (PNB), l'OLUCOME a relevé plus d'une vingtaine de véhicules où les pièces maîtresses ont été enlevées. Aujourd'hui, ces véhicules sont des épaves, ils seraient rassemblés au camp Socarti de Kamenge. Une enquête initiée par la Direction Générale de la Police s'est terminée en queue de poisson et les auteurs de ces préjudices, se la coulent douce.

L'OLUCOME rappelle également que depuis 2004, l'approvisionnement en carburant en faveur des véhicules des Gouverneurs est mal organisé. Ils sont obligés d'effectuer de longs trajets vers Bujumbura à la recherche du carburant alors que l'approvisionnement pouvait se faire sur les chefs - lieux de leurs provinces respectives. A cette époque, l'OLUCOME avait estimé un manque à gagner de l'ordre de 200 millions de fbu par an. Comme la situation

perdre jusqu'aujourd'hui, l'OLUCOME chiffre le manque à gagner total à 1 milliard 200 millions de nos Francs (de 2004 à 2009).

Certes, la pratique n'est pas nouvelle au Burundi, mais la situation s'est actuellement empirée. Et pourtant, en 2005, alors Ministre d'Etat chargé de la Bonne Gouvernance, le Président de la République actuel avait rassuré, qu'une fois arrivé au pouvoir, il privilégiera le transport collectif en lieu et place des dotations individuelles. Quatre ans plus tard, l'OLUCOME constate que les promesses présidentielles n'ont pas été réalisées car, non seulement l'Etat se permet d'acheter des véhicules dits « centres de santé », mais également des véhicules dernier cri baptisés « hôpitaux », sans tenir compte de la capacité économique de notre pays.

Avec les élections en vue, l'OLUCOME craint que le charroi de l'Etat ne continue à être utilisé abusivement à des fins de campagne électorale. Déjà, cet observatoire a dénoncé des descentes sur terrains à l'occasion des meetings politiques avec des moyens de l'Etat, mais cela n'a pas du tout changé le comportement des responsables. C'est pourquoi, dans le cadre de la campagne, « **publiez vos programmes de 2010** », l'OLUCOME entame toute une série d'activités en vue de sensibiliser les leaders des partis politiques qui vont entrer en compétition à tenir compte de ce problème concernant la mauvaise gestion du charroi de l'Etat. L'OLUCOME, conscient que les électeurs burundais vont aux urnes sans être suffisamment informés sur les projets des sociétés et des programmes politiques, invite les leaders politiques à présenter leurs programmes aux électeurs plutôt que de leur donner des cadeaux afin d'acheter leur conscience, une pratique dérisoire par ailleurs parce qu'elle favorise l'oisiveté. Face à ce qui précède, exige que le budget alloué à l'entretien du charroi de l'Etat et au carburant soit revu à la baisse surtout que sa gestion est émaillée de beaucoup de détournements et de malversations de toutes sortes. Il réitère sa demande au gouvernement de mettre sur pied une politique instituant le système de « location vente » aux cadres de l'Etat qui ont le privilège de bénéficier d'un déplacement individuel.

A cette même occasion, l'OLUCOME rappelle que l'animation de cette conférence se fait au moment où 8 mois, jour pour jour, viennent d'être expirés sans que les auteurs de l'assassinat ignoble du Vice – président de l'OLUCOME, Ernest Manirumva soient connus. L'OLUCOME ne se lassera jamais et continuera toujours à réclamer que la vérité sur ce meurtre éclate au grand jour.

Je vous remercie pour votre aimable attention.